

Lettre ouverte au Président de la République du Pérou pour dire NON au projet CONGA

mercredi 25 juillet 2012, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 10 février 2012).

Ce texte nous a été envoyé par Hugo Blanco, militant de très longue date des mouvements paysans au Pérou. La campagne « Non au projet minier Conga ! » a été lancée en France à l'issue de la réunion-débat « Conga no va !-Agua si, oro no ! » réalisée le 10 février 2012 à la Maison de l'Amérique Latine à Paris. Les associations organisatrices de la réunion - Casa de Santa Fe en Paris, Tierra y Libertad, Colectivo de Peruanos en Francia et France Amérique Latine - proposent un communiqué de solidarité [1].

Rédaction A l'Encontre

L'entreprise minière Yanacocha dont les propriétaires majoritaires sont NEWMONT MINNING et BUENAVENTURA prévoit avec son projet CONGA la destruction de 5 lacs de la zone alto-andine de CONGA située à plus de 3500 mètres d'altitude dans le département de Cajamarca au nord du Pérou. Deux des lacs seront vidés pour extraire l'or et deux seront vidés pour être utilisés comme réservoir des déchets miniers. Cela va affecter l'écosystème fragile de bofedales, zone de pâturages humides qui absorbent l'eau et nourrissent les nappes phréatiques et sont sources de dizaines de rivières qui irriguent les riches vallées de Cajamarca. En effet, Cajamarca est le premier département producteur de lait du pays. En plus, l'eau sera polluée par les déchets miniers pour la consommation humaine et du bétail.

Yanacocha a déjà un lourd passif dans la région de Cajamarca et le projet Conga ne fait que menacer une fois de plus les populations de Cajamarca. En 2000, du mercure (tombé d'un camion) a été déversé sur une longueur de 40 km, en polluant le village de Choropampa : ses habitants continuent aujourd'hui encore à mourir des conséquences de l'absorption du minerai.

Le peuple de Cajamarca s'est soulevé en novembre dernier contre le projet et la réponse du gouvernement a été de promulguer l'état d'urgence. Du jamais vu depuis 30 ans ! Des paysans ont été blessés et l'un d'eux reste paralysé à vie.

Sous la pression, le gouvernement a levé l'état d'urgence mais veut faire passer son projet en faisant appel.

Des ordonnances provinciale et régionale ont déclaré non viables les Mines Conga, nous demandons le respect de ces ordonnances par le gouvernement de Ollanta Humala et de son premier ministre Valdez, son homme fort. Nous réclamons un processus de zonification écologique et économique régional. Nous dénonçons la répression et la criminalisation de la protestation sociale qui prétend taire les justes réclamations de nos peuples et nie la persécution dont font l'objet les dirigeants et défenseurs de l'environnement qui, en risquant leurs vies, défendent nos eaux. Sous la pression, le

gouvernement a levé l'état d'urgence mais veut faire passer son projet en faisant appel à des « experts étrangers » qui devraient rendre le projet « viable ». Et ce malgré la glorieuse Marcha del Agua du 1^{er} au 10 février 2012 où des milliers de Péruviens ont manifesté leur rejet dudit projet.

L'eau est un droit de l'homme fondamental

La législation actuelle de l'Etat péruvien ne reconnaît pas l'eau potable et son traitement comme un droit de l'homme. Le Congrès de la République doit modifier la Constitution en vue de permettre que l'eau potable et son assainissement soient reconnus comme un droit de l'homme fondamental comme stipulé par la résolution de l'ONU du 28 juillet 2010 et que l'approvisionnement de l'eau ne soit pas privatisé.

Interdiction de l'activité minière à base de cyanure et de mercure

Le cyanure est une des substances toxiques les plus dangereuses au monde et c'est pour cette raison que dans de nombreux pays son usage a été interdit ou très strictement encadré. En revanche au Pérou, le cyanure est la principale substance utilisée par le secteur minier aurifère qui se vend comme une industrie « responsable ». Les crimes écologiques liés à l'emploi de cyanure et de mercure dans l'activité minière doivent cesser une fois pour toutes !

Envoyez la lettre ci-dessous à :

Palacio de Gobierno
Presidente del Perú : Ollanta Humala Tasso
Jr. de la Unión 264, Lima 1, Perú
Tel. 00.51.1. 311 4200, 00.51.1.311 3908
Asesora - Cecilia Israel
cisrael pcm.gob.pe

Monsieur le Président de la République du Pérou,

Par la présente, je m'adresse à vous pour vous manifester ma plus grande préoccupation en ce qui concerne les événements autour du projet CONGA et à la réponse militarisée que vous avez donnée à la population de Cajamarca qui s'oppose à ce projet.

Pendant votre campagne électorale, Monsieur le Président, vous aviez affirmé vouloir respecter le droit à l'eau de la population de Cajamarca avec votre appel « Eau oui, or non ». Mais, après votre élection, vous avez changé d'opinion pour « nous voulons l'or et l'eau ». Avec tous mes respects, je voudrais vous faire part de deux réflexions à ce sujet.

En premier lieu, qui sont représentés par le « nous voulons » ? Certainement pas la population de Cajamarca et tous les Péruviens réunis lors de la Marche pour l'Eau ce mois de février contre le projet CONGA. Vous avez certainement fait référence aux actionnaires et aux propriétaires de l'entreprise YANACOCHA et à tous ceux qui bénéficient de l'exploitation de l'or à Cajamarca ainsi que les politiciens et médias qui en profitent.

Imposer par la force au peuple ce qu'il ne veut pas c'est ne pas respecter la démocratie et vous, Monsieur Ollanta Humala, vous avez été élu démocratiquement avec la promesse de réviser les concessions minières. L'accomplissement de votre programme gouvernemental est ce qui octroie la légitimité à votre mandat.

Croyez-vous vraiment que dans l'exploitation minière il est possible d'avoir l'eau et l'or ? L'expérience démontre que le seul résultat de cette combinaison, c'est OR ET EAU POLLUÉE.

Prétendre financer votre programme d'inclusion sociale avec les revenus issus de l'exploitation minière est ignorer les conséquences irréversibles qu'elle provoque : un seul exemple suffit pour illustrer la pollution de l'eau, de l'air, des sols, des dommages causés à la biodiversité, des atteintes à l'environnement, et des maladies provoquées par l'utilisation de produits hautement toxiques comme le cyanure et le mercure, c'est le malheur arrivé à Choropampa en 2000. La population de Choropampa continue de mourir des conséquences de cette pollution.

Tout Cajamarca a manifesté son désaccord et le gouvernement régional a même émis une ordonnance 036 déclarant le projet non viable. Même votre nouveau EIA, ordonné juste pour faire diversion, qui ne respecte nullement l'application de l'article 169 de l'OIT souscrit par votre gouvernement, ne pourra faire fléchir la population de Cajamarca dans son désir du droit à l'eau.

Je vous demande :

- de respecter l'ordonnance régionale 036 qui exprime la volonté du peuple qui vous a élu ;
- de mettre fin à la répression et à la militarisation de la région de Cajamarca ;
- de mettre fin au projet CONGA.

Enfin, je vous demande de respecter la vie. Partout dans le monde, des personnes comme moi restons en alerte et élevons nos voix pour la défense de l'eau.

P.-S.

* Publié par A l'encontre le 26 avril 2012. <http://alencontre.org/>

Notes

[1] voir communiqué « Solidarité avec la population de Cajamarca en lutte contre le projet conga ») et le soumettent à la signature de citoyens et personnalités : http://solidaritecajamarca.blogspot.fr/2012_03_01_archive.html